

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/EEC/220

31 octobre 2003

(03-5805)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

NOTIFICATION

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Commission européenne. Direction générale Santé et protection des consommateurs. Direction E – Sécurité alimentaire: phytosanitaire, santé et bien-être des animaux, questions internationales
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): NC 1500: Huiles et graisses liquides en vrac
4.	Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: États membres des Communautés européennes (CE) et pays tiers exportant les produits visés vers les Communautés européennes
5.	Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié: Projet de directive de la Commission modifiant la directive 96/3/CE de la Commission instituant une dérogation en ce qui concerne le transport par mer d'huiles et de graisses liquides en vrac, à certaines dispositions de la directive 93/43/CEE du Conseil relative à l'hygiène des denrées alimentaires (SANCO/3917/2003 Rev.1, disponible en anglais, 9 pages)
6.	Teneur: Radiation de quatre substances (cyclohexanol, butane-2,3-diol, isobutanol et nonane) de la liste des cargaisons précédentes autorisées et inclusion de cinq nouvelles substances (anhydride acétique, polyphosphate d'ammonium, tétramère de propylène, alcool propylique et silicate de sodium). De plus, dix substances (laurate de méthyle, palmitate de méthyle, stéarate de méthyle, oléate de méthyle, isodécanol, isononanol, iso-octanol, cire de lignite, paraffine et huiles minérales blanches) sont maintenues sur la liste en tant que substances provisoirement autorisées dans l'attente de la réalisation dans un délai adéquat d'une réévaluation sur la base de données scientifiques nouvelles
7.	Objectif et raison d'être: <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites
8.	Norme, directive ou recommandation internationale: <input checked="" type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius, <input type="checkbox"/> Office international des épizooties, <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux, <input type="checkbox"/> Néant S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent: Dans la mesure du possible, cette proposition est conforme au Code d'usages international recommandé pour l'entreposage et le transport des graisses et huiles comestibles en vrac (projet de liste de cargaisons précédentes autorisées). ALINORM 01/17

9.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Document SANCO/3917/2003 Rev.1 de la Commission européenne (disponible dans toutes les langues des Communautés). Après adoption, publication au Journal officiel, accessible à l'adresse: http://europa.eu.int/eur-lex/fr/oj/index.html
10.	Date projetée pour l'adoption: Vers la fin novembre
11.	Date projetée pour l'entrée en vigueur: Le vingtième jour suivant la publication de la directive au Journal officiel de l'Union européenne, vers la fin janvier 2004
12.	Date limite pour la présentation des observations: 45 jours après la date de notification Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications (autorité des CE responsable des notifications), <input type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:
13.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications , <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national (point d'information des CE) ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme: